



mercredi 5 octobre 2016

Les grands titres:

- Sélection du prochain Secrétaire général : Antonio Guterres favori du Conseil de sécurité
- Ban Ki-moon annonce l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur le climat le 4 novembre
- Education : près de 69 millions d'enseignants supplémentaires nécessaires d'ici 2030, selon l'UNESCO
- Le chef de l'ONU déclare que l'Organisation est prête à aider les pays des Caraïbes touchés par le cyclone Matthew
- Yémen : le Conseil de sécurité condamne l'attaque d'un navire dans le détroit de Bab al-Mandeb
- Libye : l'UNESCO condamne le meurtre d'un photojournaliste néerlandais
- A Bruxelles, le chef de l'ONU appelle la communauté internationale à soutenir les Afghans
- Investir dans le développement de la petite enfance est essentiel à l'épanouissement des communautés, selon l'ONU
- Madagascar : le PAM intensifie ses opérations d'urgence dans le sud du pays

Sélection du prochain Secrétaire général : Antonio Guterres favori du Conseil de sécurité



Antonio

Guterres, favori du Conseil de sécurité pour devenir le prochain Secrétaire général de l'ONU.
Photo ONU/Manuel Elias

5 octobre - Le Président du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre, Vitaly Churkin, a annoncé mercredi que l'ancien Premier ministre portugais, Antonio Guterres, était le net favori pour devenir le prochain Secrétaire général de l'ONU, à l'issue d'un sixième vote indicatif organisé par le Conseil.

« Mesdames et messieurs, vous êtes les témoins d'un moment historique », a déclaré lors d'un point de presse M. Churkin, qui est également le Représentant permanent de la Russie auprès des Nations Unies.

« Aujourd'hui, après notre sixième vote indicatif, nous avons un net favori, et son nom est Antonio Guterres. Nous avons décidé de tenir un vote officiel demain à 10 heures et nous espérons que cela pourra se faire par acclamation », a-t-il ajouté.

« Nous apprécions la participation de tous les candidats de cette campagne. Ils ont tous fait preuve de beaucoup de sagesse, de compréhension et de préoccupation pour le destin du monde, et leur participation a donc été très précieuse », a encore dit le Président du Conseil.



Le choix du Conseil de sécurité sera ensuite transmis à l'Assemblée générale des Nations Unies, qui approuvera ce choix par acclamation ou procédera à un vote.

Outre M. Guterres, qui était récemment encore Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, douze autres candidats sont ou étaient en lice pour remplacer l'actuel Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, au 1er janvier 2017.

Ces [douze autres candidats](#) sont par ordre d'apparition :

- Igor Luksic, le Vice-Premier ministre et Ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne du Monténégro ;
- Irina Bokova, l'actuelle Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ;
- Danilo Türk, ancien Président de Slovénie ;
- Vesna Pusic, ancienne Ministre des affaires étrangères et des affaires européennes et ancienne Première Vice Premier ministre de Croatie ;
- Natalia Gherman, ancienne Vice-Premier ministre et ancienne Ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne de la République de Moldavie ;
- Vuk Jeremic, qui fut Président de la 67ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies et a été Ministre des affaires étrangères de Serbie ;
- Helen Clark, ancienne Premier ministre de Nouvelle-Zélande et actuelle Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ;
- Srgjan Kerim, ancien Ministre des affaires étrangères de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et Président de la 62ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies ;
- Miroslav Lajcak, Ministre des affaires étrangères de Slovaquie ;
- Susana Malcorra, actuelle Ministre des affaires étrangères d'Argentine et ancienne Chef de cabinet de l'actuel Secrétaire général de l'ONU ;
- Christiana Figueres, du Costa Rica, ancienne Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.
- Kristalina Georgieva, de la Bulgarie, Vice-Présidente au budget et aux ressources humaines de la Commission européenne.

Trois candidats ont retiré leur candidature à ce jour : Igor Luksic, Vesna Pusic et Christiana Figueres.

Conseil de sécurité de l'ONU : Antonio Guterres favori pour être le prochain Secrétaire général. Credit: UN News Centre

Les candidats ont tous pris part à des dialogues informels publics organisés par l'Assemblée générale des Nations Unies. Chaque candidat avait deux heures pour faire une présentation orale de sa candidature et pour répondre aux questions posées par les Etats membres et la société civile.

Ces dialogues publics informels étaient une nouveauté dans le processus de sélection du Secrétaire général.

Jusqu'à présent, les huit précédents Secrétaires généraux que l'ONU a eus en 70 ans d'existence ont tous été sélectionnés par les 15 membres dans le cadre d'un processus relativement fermé.

Ban Ki-moon annonce l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur le climat le 4 novembre



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (centre gauche), lors de l'événement de haut-niveau consacré à l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris. Photo ONU/Cia Pak

5 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé mercredi que l'Accord de Paris sur le changement climatique entrerait en vigueur le 4 novembre 2016 après avoir franchi les deux seuils fixés : la ratification par au moins 55 pays, représentant 55% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

« Je suis heureux d'annoncer aujourd'hui que l'Accord de Paris va franchir le deuxième et dernier seuil nécessaire pour son entrée en vigueur, et qu'il entrera en vigueur le 4 novembre 2016 », a dit M. Ban dans une déclaration à la presse.

Le chef de l'ONU s'est félicité de l'élan mondial « remarquable » pour permettre l'entrée en vigueur de cet accord. « Ce qui autrefois semblait impensable est désormais imparable », a-t-il dit.

« Un soutien international fort pour l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris témoigne de l'urgence à agir et reflète le consensus au sein des gouvernements selon lequel une solide coopération mondiale est essentielle pour relever le défi climatique », a-t-il ajouté.

Adopté par les 195 Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en décembre dernier à Paris, l'accord, qui a été signé le 22 avril à New York par 175 pays, doit entrer en vigueur 30 jours après le dépôt des instruments de ratification par au moins 55 pays, représentant 55% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

L'accord appelle les pays à lutter contre le changement climatique en visant une limitation de la hausse de la température mondiale bien en dessous de 2 degrés Celsius, et à s'efforcer de ne pas dépasser 1,5 degré Celsius.

« Au cours de la dernière décennie, j'ai travaillé sans relâche pour rassembler les pays afin d'accélérer la réponse mondiale au changement climatique. J'ai visité les communautés sur le front du climat, de l'Arctique à l'Amazonie, et j'ai vu comment les conséquences climatiques ravagent déjà des existences, des moyens de subsistance et des perspectives pour un avenir meilleur », a dit le Secrétaire général.

Ban Ki-moon a demandé instamment à tous les gouvernements et à tous les secteurs de la société de mettre en œuvre l'Accord de Paris dans son intégralité et de prendre des mesures urgentes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, renforcer la résilience climatique, et soutenir les plus vulnérables dans l'adaptation aux conséquences des changements climatiques inévitables.

« Je présente mes plus chaleureuses félicitations à tous les signataires de l'Accord de Paris, et j'encourage tous les pays à accélérer leurs processus nationaux pour ratifier dès que possible l'Accord de Paris avant la prochaine Conférence des Parties (COP 22) le mois prochain à Marrakech », a-t-il conclu.

Education : près de 69 millions d'enseignants supplémentaires nécessaires d'ici 2030, selon l'UNESCO



Winston Mills-Compton, enseignant en mathématiques, dans une école à Cape Coast, au Ghana (archives)
Photo Jonathan Ernst/Banque mondiale

5 octobre - Près de 69 millions d'enseignants supplémentaires sont nécessaires pour permettre l'accès à un enseignement primaire et secondaire universel de qualité d'ici 2030, l'échéance fixée pour les Objectifs de développement durable adoptés par les Nations Unies l'an dernier, a déclaré mercredi l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants.

Selon des chiffres de [l'Institut de statistique](#) de l'UNESCO (ISU), 24,4 millions d'enseignants dans le primaire et 44,4 millions d'enseignants dans le secondaire seront nécessaires au cours des 14 prochaines années.

La Journée mondiale des enseignants, qui a pour thème cette année : « Valorisons les enseignant(e)s, améliorons leur statut », est l'occasion de souligner l'importance vitale de la profession pour le développement mondial et la nécessité de prendre des mesures urgentes pour s'attaquer à la pénurie des enseignants.

L'Afrique subsaharienne est confrontée au déficit d'enseignants le plus important : au total 17 millions d'enseignants dans le primaire et dans le secondaire seront nécessaires d'ici 2030. C'est aussi la région dont la population en âge d'aller à l'école augmente le plus rapidement. Elle a déjà du mal à répondre à la demande : plus de 70% des pays de la région sont confrontés à des pénuries aiguës d'enseignants dans le primaire, et 90% d'entre eux font face à de fortes pénuries dans l'enseignement secondaire, selon les [données](#) de l'ISU.

Le message conjoint de la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, du Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Guy Ryder, du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Anthony Lake, de l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Helen Clark, et du Secrétaire général de l'Internationale de l'éducation, Fred van Leeuwen, insiste sur « les contributions inestimables des enseignants du monde entier » et souligne la nécessité de prendre des mesures urgentes.

« Les enseignants contribuent non seulement à façonner l'avenir de millions d'enfants, mais aussi à bâtir un monde meilleur pour tous. Comment pouvons-nous recruter de nouveaux enseignants et les attirer vers la profession d'enseignant quand ils sont tellement nombreux à être sous-formés, sous-payés et ne sont pas reconnus à leur juste valeur ? », s'interrogent-ils dans ce message.

L'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) prévoit une éducation inclusive, équitable et de qualité pour tous d'ici 2030. Les besoins sont pressants : on estime que 263 millions d'enfants et de jeunes ne sont toujours pas scolarisés dans le primaire et dans le secondaire à l'échelle mondiale, selon un récent document de l'ISU. L'ODD 4 appelle notamment à accroître le nombre d'enseignants qualifiés et le soutien de la communauté internationale en faveur de la formation des enseignants dans les pays en développement.

« Les systèmes éducatifs se préparent à la grande campagne visant à réaliser l'Objectif de développement durable 4 d'ici 2030 », déclare la Directrice de l'ISU, Sylvia Montoya. « Mais les systèmes éducatifs sont tributaires de leurs enseignants. Les progrès mondiaux ne tiendront qu'au simple fait qu'il y aura un enseignant, ou une classe dans laquelle enseigner à un nombre raisonnable d'enfants au lieu de 60 ou 70 élèves, voire davantage. Nous devons également fournir une formation, des ressources et un soutien aux enseignants pour qu'ils puissent faire leur travail ».

L'Asie du Sud a le deuxième déficit d'enseignants le plus important, en particulier dans le cycle secondaire. Seuls 65% des jeunes de la région sont inscrits dans l'enseignement secondaire, avec un ratio élèves-enseignant de 29 pour 1 (estimations 2014) – beaucoup plus élevé que la moyenne mondiale de 18 pour 1. En Asie du Sud, 15 millions d'enseignants supplémentaires seront nécessaires d'ici 2030, l'immense majorité (11 millions) dans le cycle secondaire.

D'autres régions du monde sont confrontées à d'énormes défis. La guerre en Syrie et en Iraq a détruit de grands pans de leurs systèmes éducatifs et a eu de graves répercussions sur les pays voisins. Ces derniers doivent en effet faire face aux flux d'enfants et de jeunes réfugiés qui ont besoin de possibilités d'apprentissage et d'enseignants.

Le chef de l'ONU déclare que l'Organisation est prête à aider les pays des Caraïbes touchés par le cyclone Matthew



Des gens traversent une rivière en crue après qu'un pont a été emporté suite au passage du cyclone Matthew en Haïti le 4 octobre 2016. Photo ONU/MINUSTAH/Logan Abassi

5 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré mercredi que les Nations Unies étaient prêtes à aider les pays des Caraïbes touchés le cyclone Matthew de catégorie 4, en particulier Haïti.

« Le Secrétaire général souhaite exprimer sa solidarité avec les populations et les gouvernements d'Haïti, de Cuba et d'autres pays des Caraïbes, touchés par le cyclone Matthew », a déclaré le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration de presse.

En Haïti, le gouvernement a signalé que plusieurs personnes ont été tuées et estime qu'au moins 350.000 personnes ont besoin d'une assistance immédiate.

Bien que l'ampleur des dégâts causés par le cyclone reste incertaine, une équipe des Nations Unies chargée de l'évaluation et de la coordination en cas de catastrophe (UNDAC) est sur le terrain et travaille avec des partenaires pour coordonner des évaluations rapides, avec un soutien logistique de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), a précisé le porte-parole.

A Cuba, plus de 377.000 personnes ont été évacuées, 1.640 tonnes de vivres ont été pré-positionnées dans des zones sûres, et des mesures ont été prises pour protéger les communautés et les infrastructures menacées par les vents forts, les pluies, la montée des eaux et les inondations.

« Le Secrétaire général salue les efforts de préparation des autorités, des médias et de la société civile cubaine pour protéger la vie des gens et les biens économiques », a dit le porte-parole.

Lors d'un point de presse à New York mercredi, le porte-parole adjoint du Secrétaire général, Farhan Haq, a indiqué que la pointe sud-est d'Haïti a été le plus fortement affectée par le cyclone même si tout le sud du pays a été touché, y compris la capitale Port-au-Prince.

Il a précisé que la MINUSTAH s'est déclaré prête à soutenir et aider les autorités haïtiennes. Une première reconnaissance en hélicoptère au-dessus des zones les plus touchées était prévue aujourd'hui, si le temps le permettait.

Yémen : le Conseil de sécurité condamne l'attaque d'un navire dans le détroit de Bab al-Mandeb



Conseil de sécurité de l'ONU. Photo ONU/Rick Bajornas

international applicable.

5 octobre - Les [membres du Conseil de sécurité des Nations Unies](#) ont fermement condamné une attaque le 1er octobre par les forces Houthi du Yémen contre un navire des Emirats arabes unis naviguant près du détroit de Bab al-Mandeb.

Dans un communiqué de presse publié mardi soir, les membres du Conseil ont déclaré prendre très au sérieux les menaces à la navigation autour du détroit de Bab al-Mandeb, un passage maritime stratégique situé entre Djibouti et le Yémen et reliant la Mer rouge au Golfe d'Aden. Ils ont également souligné que l'exercice continu de la liberté de navigation à l'intérieur et autour de ce détroit doit être respecté conformément au droit

Les membres du Conseil ont appelé à ce que de telles attaques cessent immédiatement et ont exhorté à ce que des mesures nécessaires soit prises pour désamorcer la situation.

Les 15 ont également réitéré leur soutien à l'Envoyé spécial du Secrétaire général, [Ismail Ould Cheikh Ahmed](#), dans la poursuite de ses efforts pour trouver une solution politique au conflit au Yémen.

Afin de soutenir les consultations de l'Envoyé spécial et d'éviter plus de pertes en vies humaines, les membres du Conseil ont exhorté toutes les parties à réaffirmer et à respecter pleinement les termes et conditions de la cessation des hostilités conclue le 10 avril dernier, incluant un arrêt total des activités militaires terrestres et aériennes.

Le Conseil de sécurité a appelé toutes les parties à reprendre le travail au sein du Comité de désescalade et de coordination afin faciliter le renforcement de la cessation des hostilités.

A l'issue d'une visite de trois jours au Yémen, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, [Stephen O'Brien](#), a appelé mardi toutes les parties au conflit à accorder un accès humanitaire et à respecter leurs responsabilités en matière de protection des civils.

Libye : l'UNESCO condamne le meurtre d'un photjournaliste néerlandais



Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova. Photo: UNESCO/N. Houguenade

5 octobre -

La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a condamné le meurtre d'un photjournaliste néerlandais, Jeroen Oerlemans, en Libye, le 2 octobre.

Dans une déclaration à la presse publiée mardi, Mme Bokova a rappelé l'obligation qui s'impose à tous de respecter le statut civil des journalistes couvrant les zones de conflit.

« Prendre les journalistes pour cible est une entorse aux accords internationaux, notamment les Conventions de Genève, qui interdisent l'usage de la violence à l'encontre des journalistes en toutes circonstances », a dit la chef de l'UNESCO.

Jeroen Oerlemans, photographe de guerre chevronné, a été tué alors qu'il couvrait les affrontements dans la ville libyenne de Syrte.

La Directrice générale de l'UNESCO publie des communiqués sur le meurtre des professionnels des médias conformément à

la résolution 29 adoptée par les Etats membres de l'UNESCO au cours de la Conférence générale de 1997 intitulée « Condamnation de la violence contre les journalistes ».

A Bruxelles, le chef de l'ONU appelle la communauté internationale à soutenir les Afghans



Secrétaire d'Etat américain John Kerry (à gauche), le Secrétaire général Ban Ki-moon et le Secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg (à droite), lors d'une conférence sur l'Afghanistan à Bruxelles le 5 octobre 2016. Photo ONU/Rick Bajornas

5 octobre - Lors de la [Conférence de Bruxelles sur l'Afghanistan](#), en Belgique, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé mercredi la communauté internationale à soutenir le processus de paix et consolider les progrès réalisés en poursuivant l'aide internationale qui reste nécessaire pour les années à venir.

« En dépit de défis complexes, le gouvernement (afghan) a fait des progrès importants vers la promotion de la transparence, la responsabilisation et l'amélioration des services publics », a déclaré le Secrétaire général lors de cette réunion organisée conjointement par l'Union européenne (UE) et les autorités de Kaboul.

« Je félicite la mise en place du Centre judiciaire anti-corruption, le renforcement des processus budgétaires et de passations des marchés, l'engagement accru avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'adhésion récente de l'Afghanistan à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) », a-t-il précisé soulignant également les efforts entrepris en faveur des droits et de l'autonomisation des femmes ainsi que l'engagement du gouvernement envers le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

M. Ban s'est toutefois dit « profondément préoccupé » par le nombre record de victimes civiles et le nombre croissant de personnes forcées de quitter leurs domiciles en Afghanistan. « Les violence actuelles continuent de faire des ravages. Le conflit reste le principal obstacle à l'avenir prospère que le peuple afghan mérite », a-t-il dit indiquant que rien que pour l'année 2016, plus d'un million d'Afghans auront été déplacés au sein et en dehors de leurs pays.

Le chef de l'ONU a également exhorté tous les partenaires à s'engager pour un programme visant à approfondir et à renforcer les possibilités de développement pour le peuple afghan et lutter contre la pauvreté endémique.

« Nous devons nous assurer que l'aide soit prévisible, conçue par un engagement soutenu pour une responsabilisation mutuelle et une efficacité de l'aide, et alignée sur les priorités du gouvernement afghan consolidées dans le Cadre de paix et de développement national afghan », a déclaré M. Ban. « J'appelle tous les partenaires régionaux de l'Afghanistan à saisir les opportunités de coopération et de prendre leur responsabilité pour aider à bâtir un avenir prospère et pacifique ».

Le Secrétaire général a rappelé au gouvernement afghan la nécessité de donner la priorité à son peuple. « Le gouvernement d'unité nationale doit soutenir son unité commune », a-t-il dit. « Les niveaux substantiels d'aide que cette conférence demande ne peuvent être justifiés – pour le peuple de l'Afghanistan et les pays donateurs – qu'à la condition que la vie des Afghans soit visiblement et durablement améliorée », a-t-il prévenu.

Investir dans le développement de la petite enfance est essentiel à l'épanouissement des communautés, selon l'ONU



Un enfant dans un camp de déplacés à Maiduguri, au Nigéria. Photo PAM/Simon Pierre Diouf

5 octobre - Environ 249 millions d'enfants de moins de cinq ans dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire sont confrontés à un risque élevé de faible développement en raison de l'extrême pauvreté et de retards de croissance, selon une nouvelle série d'articles scientifiques soutenue par l'ONU et publiée par la revue médicale *The Lancet*.

« Investir dans les jeunes enfants est un impératif moral, économique et social », a déclaré la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Margaret Chan. « Les Objectifs de développement durable (ODD) ont fourni une vision prometteuse sur la santé des enfants et des adolescents, mais la volonté politique et l'augmentation des investissements dans le développement de la petite enfance sont nécessaires pour assurer que ces objectifs ambitieux soient atteints », a souligné la chef de l'OMS, qui, avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Banque mondiale, a contribué et proposé des conseils à la série.

Selon les trois organisations, la série d'articles montre que des interventions dans le développement de la petite enfance encourageant des soins en matière de santé, de nutrition, de sécurité et d'apprentissage précoce ne coûteraient environ qu'un demi dollar par enfant et par an, lorsqu'ils sont associés à des services déjà existants en matière de santé.

« Il est temps d'agir maintenant », a déclaré l'un des co-auteurs de la série, Linda M. Richter, du Centre d'excellence en développement humain à l'Université de Witwatersrand à Johannesburg, en Afrique du Sud. « Nous espérons que les éléments de preuve apportés par cette série d'articles aideront les pays à atteindre plus de femmes enceintes et de jeunes enfants avec des services qui ont le potentiel d'améliorer considérablement les résultats du développement pour les enfants, ainsi que leur santé, bien-être et productivité économique lorsqu'ils seront adultes », a-t-elle souhaité.

La recherche montre que le cerveau d'un enfant se développe plus rapidement au cours des deux à trois premières années de son existence plutôt qu'à tout autre moment dans la vie. Ces premières années sont aussi une période critique en termes d'adaptabilité et de réactivité aux interventions. Lorsque les jeunes enfants sont privés de nutrition, de stimulation et de protection, les effets néfastes peuvent nuire à long terme aux familles et aux communautés.

« La science et l'économie penchent nettement du côté de l'investissement dans les 1.000 premiers jours de la vie d'un enfant, en commençant par la grossesse d'une femme », a déclaré le Vice-président du développement humain à la Banque mondiale, Keith Hansen.

Le Directeur exécutif de l'UNICEF, Anthony Lake, s'est fait l'écho de ce diagnostic soulignant que « la science nous montre que ce que vivent les enfants dans les premiers jours et années de leur vie façonne et définit leur avenir ».

« Nous devons transformer cette science en une sonnette d'alarme - parce que le développement de millions d'enfants est en danger. À l'heure actuelle, 43% des enfants dans les pays à revenu faible ou intermédiaire risquent de ne pas atteindre leur potentiel cognitif », a précisé M. Lake. « Aucun pays ne peut risquer de perdre près de la moitié du potentiel du cerveau de ses citoyens les plus jeunes – encore moins les pays à revenu faible et intermédiaire », a-t-il ajouté.

Les auteurs de la série proposent plusieurs façons d'accroître le soutien aux services de développement de la petite enfance, notamment la création d'environnements favorables aux familles pour la dispense de soins aux jeunes enfants et le développement de la recherche.

Madagascar : le PAM intensifie ses opérations d'urgence dans le sud du pays



Directrice exécutive du PAM, Ertharin Cousin, en visite dans le sud de Madagascar. Photo PAM/David Orr

5 octobre - Alors que la troisième année consécutive de sécheresse dans le sud de Madagascar aggrave les souffrances de centaines de milliers de personnes, le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé mercredi qu'il intensifierait ses opérations humanitaires dans cette région, pour répondre à la hausse de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

« La situation est extrêmement préoccupante », a dit la Directrice exécutive du PAM, Ertharin Cousin, à la fin d'un déplacement de trois jours dans le pays. « La faim et la malnutrition que nous voyons sont le résultat de trois années de récoltes perdues. Il est essentiel que nous recevions le financement nécessaire pour que nous puissions réagir avant qu'il ne soit trop tard. Ce financement nous permettra également d'investir dans les moyens de subsistance des gens, non seulement pour sauver des vies, mais pour changer des vies ».

Les résultats préliminaires d'une évaluation de la situation alimentaire, qui sera publiée bientôt, indiquent que quatre districts sur neuf dans le sud de Madagascar sont susceptibles d'entrer dans la catégorie « urgence » à la fin de cette année. A moins que des mesures ne soient prises rapidement, trois autres districts pourraient les suivre.

Le sud de Madagascar a été gravement touché par le phénomène climatique El Niño cette année. Une famille sur trois, dans cette région, a été forcée de prendre des mesures désespérées telles que la mendicité, la vente de terres ou de leur maison, ou la migration. Quatre familles sur dix ont mangé leurs stocks de semences et n'ont rien pour la saison des semis de novembre et décembre.

Le PAM fournit actuellement un plat chaud par jour à environ 230.000 enfants des écoles primaires. Pour la plupart de ces enfants, le repas scolaire est le seul repas nutritif qu'ils reçoivent. Dès le début de 2017, le PAM, aux côtés du gouvernement de Madagascar, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de la Banque mondiale et d'autres partenaires, envisage d'atteindre davantage d'enfants avec son programme de repas scolaires.

Le PAM a ajouté qu'il allait aussi s'efforcer de prévenir et de traiter la malnutrition aiguë chez plus de 200.000 femmes enceintes et allaitantes et enfants de moins de cinq ans.

Par ailleurs, le PAM a précisé qu'à partir de ce mois, il fournira des vivres aux communautés vulnérables, tandis que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fournira des outils et des semences résistantes à la sécheresse.

Le PAM a besoin de 92 millions de dollars pour cette réponse humanitaire dans le sud de Madagascar jusqu'au mois de mars de l'année prochaine. Actuellement, l'agence fait face à un déficit de 78,5 millions de dollars.